

**Session du 15 juin 2006**  
**Intervention de Roger Mellouet, président du groupe de gauche.**  
**(Extraits)**

« Une fois de plus, nos travaux ont parfaitement témoigné de la richesse des politiques départementales que nous menons collectivement et des valeurs que défendent les conseillers généraux de la majorité, au premier rang desquelles figurent la **solidarité** et l'**égalité**.

Nous avons en effet débattu de la prévention en faveur des jeunes finistériens, des actions de rénovation urbaine, de l'égalité hommes / femmes, des conditions d'accueil de la petite enfance, des conditions de vie des personnes âgées ou handicapées, des politiques d'insertion, du logement, de l'éducation ou des infrastructures et du développement économique départemental. Force est de constater que notre collectivité est mobilisée d'un bout à l'autre de cette chaîne qu'est la vie quotidienne de chaque Finistérien.

Notre journée de travail a notamment été marquée par des débats concernant l'**insertion**. Depuis plusieurs mois, nous travaillons à la définition de diagnostic par territoires. Aujourd'hui, nous avons présenté des programmes d'insertion par pays. L'ensemble de ces actions visent à coller au plus près des besoins des bénéficiaires des minima sociaux pour retrouver un emploi durable et donc consolider de fait leur insertion sociale. Nous attendons des résultats significatifs de cette politique pour les prochains mois. Cette préoccupation rejoint notre engagement premier en faveur de la **lutte contre les inégalités**. Nous l'avons vu une nouvelle fois aujourd'hui, cette lutte pour l'égalité passe aussi par une volonté d'offrir à chacun un **logement**, un accès aux **soins**, une possibilité de **se déplacer** ou de trouver un **mode d'accueil pour ses enfants**.

**Mais la question de l'emploi reste centrale** dans cet objectif de justice sociale. Nous l'avons tous constaté récemment : **la précarité accrue des conditions de travail n'est pas une réponse**. Le CPE a été retiré grâce à une mobilisation populaire massive et une étude récente nous confirme, comme nous le pressentions, que le CNE, toujours en vigueur, ne crée pas les emplois escomptés. Cette étude, commandée par le Ministère de l'Emploi et dévoilée dans le journal « Les Echos », précise qu'un seul CNE sur 10 correspond à une véritable création d'emploi et que 70% des embauches effectuées sous CNE seraient intervenues de toute façon...

Nous savons aussi que les chiffres du chômage dissimulent mal la réalité des conditions de vie des personnes, le malaise social en cours dans le pays (...). Un taux de chômage à la baisse peut malheureusement cacher une vie quotidienne difficile pour de très nombreuses familles.

Et comment ne pas évoquer ce malaise profond, cette incompréhension de l'immense majorité des Français devant l'attitude des dirigeants d'industrie qui, inlassablement, répètent que la main d'œuvre coûte trop cher en France, que s'ils embauchent c'est à condition de pouvoir débaucher, qu'il sera impossible de maintenir le niveau des retraites tandis que ces mêmes dirigeants n'hésitent pas à délocaliser leurs entreprises, à se voter des salaires mirifiques, des primes colossales, des millions de stock options et des retraites de nabab ; le patriotisme économique, la précarité, les bas salaires, des retraites de misère pour les uns, un avenir assuré pour les autres.

**Le pari reste bel et bien de retrouver le chemin de la confiance dans les entreprises et les institutions et du plein emploi pour tous**, en mettant en œuvre un nouveau modèle de croissance qui conjugue la création d'emplois, l'innovation, la sécurité des carrières professionnelles et les enjeux environnementaux.

C'est tout le sens du **développement durable** que nous élaborons aujourd'hui ici, en Finistère, et sur lequel nous nous exprimerons longuement à l'occasion de notre séance plénière du 6 juillet prochain. »